



Enjeu | Démobilisation, voire cynisme, des fonctionnaires

Description

- Impression de travailler pour rien
- Déconnexion entre la documentation préparée et les questions posées en commission
- Incompréhension de la portée de l'exercice

Pistes de solution

- Former les employés au sein de l'administration publique pour mieux faire connaître la raison d'être des documents produits lors de l'étude des crédits
- Profiter de l'exercice pour mettre en valeur le travail réalisé par l'administration publique et les partenaires



Enjeu | Perte de sens des questions en raison de leur sédimentation

Description

- Mêmes questions posées d'année en année, en plus des nouvelles
- Questions similaires d'un parti à l'autre
- Le volume de questions nécessite beaucoup d'opérations administratives
- Importance de ne pas museler les partis d'opposition

Pistes de solution

- Faire un ménage des questions
- Mettre à profit l'expertise de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale
- Centrer l'exercice autour de thèmes ciblés
- Former les députés et le personnel politique
- Ajouter des présentations techniques sur l'utilisation des crédits à venir



Enjeu | Ralentissement des services aux citoyens

Description

- Arrêt des autres activités parlementaires
- Forte utilisation des ressources de l'administration publique
- Longue chaîne d'approbation

Pistes de solution

- Automatisation de certains processus
- Investissements technologiques (ex.: utilisation de l'intelligence artificielle)
- Implication accrue des organismes centraux
- Optimisation du niveau d'approbation des fiches

⊕ Effet collatéral positif ⊕

Obligation de rendre des comptes **verbalement** (pas seulement dans un document ou via un écran) a une conséquence positive en matière de prise de conscience tout au long de l'année

⊕ Effet collatéral positif ⊕

Mise à jour annuelle des connaissances des sous-ministres et des ministres sur les activités de l'organisation

L'étude des crédits Essentielle à la démocratie



Historique

Tradition parlementaire britannique et principe de gouvernement responsable

- **Angleterre**
1628 | *Petition of Rights* - vote exclusif des impôts par le Parlement
- **Canada**
1840 | *Acte d'Union* - reconnaît le principe de gouvernement responsable
- **Québec**
1867 | Intégration des grands principes liés aux crédits dans le droit québécois
- 1973 | *Règlement de l'Assemblée nationale* – paramètres de l'étude des crédits



Équipe

Cercle des jeunes leaders

Alexandre Côté
Paméla Garcia Cournoyer
Anicet Choupo
Philippe Boulanger
Fabrice Gagnon
Frédéric Legendre
Alexandra Roio



Objectifs

- Transparence de l'utilisation des fonds publics
- Bilan de l'utilisation des crédits de l'année précédente
- Défendre les crédits pour l'année à venir



Constats généraux

- Exercice pertinent et essentiel à la démocratie
- Transparence
- Amène de la discipline tout au long de l'année
- Période de débat libre
- Réutilisation des informations
- Charge de travail varie selon les autorités
- Couverture médiatique souvent plus liée au « spectacle » qu'aux questions de fond